



Huitième séance (*spéciale*)

Lundi 11 juin 2007, 12 h 30

Présidence de M. Sulka

ALLOCUTION DE SON ALTESSE SHAIKH SALMAN BIN HAMAD AL-KHALIFA, PRINCE HÉRITIER DU ROYAUME DE BAHREÏN

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai l'honneur de déclarer ouverte la huitième séance (*spéciale*) de la Conférence internationale du Travail.

Je donne la parole à M. Somavia, Secrétaire général de la Conférence, qui va souhaiter la bienvenue à notre invité de marque, Son Altesse Shaikh Salman bin Hamad Al-Khalifa, Prince héritier et Président du Conseil de développement économique du Royaume de Bahreïn.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sire, c'est un privilège que de vous souhaiter la bienvenue. «Ahlan wa sahlan!»

Bahreïn, l'une des plus anciennes civilisations du monde, est riche d'une culture et d'une histoire qui remontent à plus de cinq mille ans. C'est un honneur pour nous que d'accueillir un leader, un novateur doté d'une vision moderne du changement auquel il est attaché.

Vous façonnez les tendances en relevant les défis majeurs de votre région en cette époque de transitions et de réformes profondes.

Vous avez été l'architecte de tout premier plan d'un programme de libéralisation politique lancé sous la direction de Sa Majesté le Roi Hamad bin Issa Al-Khalifa pour un développement politique, économique et social plus poussé de votre pays.

Depuis que vous avez été désigné Prince héritier du Royaume, en 1999, vous vous êtes attaché à édifier des institutions efficaces, et réactives, dans un pays progressiste, fondé sur les principes démocratiques. Et vous croyez dans le dialogue.

Comme vous l'avez dit: «Nous devons atteindre la communauté, nous devons prôner et défendre certaines idées politiques, accepter les défis auxquels nous sommes confrontés et les relever d'une façon qui inclue davantage de personnes.»

En plus d'un programme politique ambitieux, vous aidez à mener toute une série de réformes économiques et sociales dans un pays en pleine mutation sortant tout juste d'une économie fondée sur les hydrocarbures.

En 2002, la première mesure législative sur les syndicats était adoptée par l'Assemblée nationale, très peu de temps après la création de la Fédération générale des travailleurs de Bahreïn, une percée majeure dans le combat pour étendre les droits du travail à tous.

L'an dernier, le gouvernement de Bahreïn a adopté la loi sur l'assurance chômage, qui est la première loi de ce type parmi les Etats du Conseil de coopération du Golfe. Vous étendez la protection accordée aux travailleurs étrangers et vous mettez l'accent tout particulièrement sur l'éducation, la formation et les compétences, notamment pour les jeunes.

Chers amis, Son Altesse est également reconnue pour l'appui qu'Elle prête au développement social et à la parité entre les sexes. Je dois dire, Majesté, combien nous sommes fiers d'avoir vu l'Assemblée générale des Nations Unies si bien présidée par une éminente femme bahreïnite, M^{me} Haya bint Rashid Al-Khalifa.

Cette auguste assemblée apprendra sûrement avec intérêt que c'est la troisième fois seulement dans l'histoire qu'une femme a présidé l'Assemblée générale, et la première en près de quarante ans. Chacun sait ici combien je tiens à ce que les femmes soient représentées à égalité dans les délégations. Cela ne surprendra donc personne de m'entendre insister sur ce point.

Majesté, Bahreïn a été également un pionnier dans les efforts mondiaux visant à établir les programmes par pays de promotion du travail décent, en commençant par un programme pilote en 2002, l'un des premiers de ce genre. Nous nous tenons prêts à appuyer avec vous, à Bahreïn, un grand programme qui incarne nos valeurs communes, ainsi que la quintessence de notre expérience tripartite.

A mesure que vous construisez votre avenir et avancez dans ce monde complexe qui est le nôtre, vous vous efforcez de faire en sorte que tous les leviers et toutes les institutions soient en place afin que la transition se passe d'une façon durable, comme vous l'avez déclaré vous-même.

Sire, nous vous remercions d'être des nôtres à cette assemblée de l'OIT composée des gouvernements, des employeurs et des travailleurs du monde, et c'est un très grand honneur pour moi que de vous souhaiter la bienvenue.

Original anglais: M. SHAIKH SALMAN BIN HAMAD AL-KHALIFA (*Prince héritier du Royaume de Bahreïn*)

C'est un véritable plaisir pour moi que d'être ici parmi vous et de pouvoir aborder avec vous une question si importante. Je pense en effet que l'OIT est une Organisation convaincue dans son âme et conscience, que le marché du travail est bien plus qu'une simple question économique; qu'il s'agit de quelque chose de très personnel.

Peu de choses ont autant d'importance dans la vie que le sens de la dignité. Il en va de la condition

humaine. La dignité humaine et la volonté de la favoriser doivent guider l'action de l'OIT.

Toutefois, la dignité est difficilement mesurable. Elle dépend de nous-mêmes, mais aussi de nos familles, de nos communautés, de nos croyances et de nos philosophies. Or, dans notre monde moderne, notre sens de la dignité est de plus en plus intimement lié à notre emploi, c'est-à-dire, à l'ensemble des activités économiques que nous réalisons au quotidien, que ce soit pour le compte d'un employeur, ou pour nous-mêmes – mais aussi à la manière dont notre métier est reconnu par la communauté dans laquelle nous vivons. C'est précisément ce qui nous donne notre statut, autrement dit, notre condition d'être humain.

Cela a une incidence sur chacun d'entre-nous en tant qu'individus, mais également sur le bien-être de notre nation dans son ensemble. Nos économies régionales dépendent de plus en plus de ce que font leurs populations. Il y a des économies rurales, d'autres fondées sur le savoir, d'autres axées sur les services, d'autres sur la manufacture, etc.

Il apparaît ainsi de plus en plus évident qu'une économie individuelle ou locale, n'existe plus de manière isolée. Au lieu de partager les compétences ainsi que les biens avec nos voisins comme nous le faisons il y a à peine une génération, nous partageons maintenant des compétences et des biens avec le monde entier, tant avec nos pays voisins qu'avec d'autres continents.

Le mondial est devenu global et le global local. Il semblerait par conséquent que nous sommes tous devenus des travailleurs mondiaux. Que l'on travaille dans un restaurant à Genève, ou dans le secteur technologique de la Silicon Valley, que l'on travaille dans la finance à Manama ou que l'on ait une petite entreprise à Mumbai, nos vies, nos entreprises et nos économies sont de plus en plus imbriquées et plus les unes avec les autres comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité.

Au sein de notre Royaume de Bahreïn et partout dans le Golfe, nos économies dépendent de forces du travail mondialisées. Nous construisons nos villes, nos économies, en large partie grâce à des travailleurs provenant de pays arabes, mais aussi du sous-continent indien, ainsi que de régions d'Asie du Sud-Est et d'autres nations et communautés du monde. Nous sommes donc en présence d'une main-d'œuvre mondialisée. Nous ne sommes bien entendu pas les seuls à dépendre d'une main-d'œuvre étrangère. Les Etats-Unis ont longtemps compté sur une main-d'œuvre originaire des quatre coins du monde, et notamment d'Europe. Cette main-d'œuvre internationale a été fondamentale pour assurer le succès économique, la diversité, l'émergence de nouvelles idées, ainsi que l'innovation. Il se peut, ainsi, que Bahreïn soit une île, il n'en demeure pas moins que son économie ne l'est pas.

Nous accueillons des travailleurs du monde entier qui viennent dans le Golfe en vue d'une situation meilleure. Nous entendons que nous devons protéger leur accès au revenu et à l'emploi, mais, nous devons également reconnaître que certains villages et certaines communautés risquent de se retrouver sans ressources humaines et naturelles, de plus en plus vulnérables, à la merci des forces du marché mondial qui les dépassent et qu'ils ne comprennent pas.

En même temps, nous créons un déséquilibre croissant au sein de notre propre marché du travail.

C'est une situation qui n'est tout simplement pas viable. Une situation qui n'est bonne ni pour notre population, ni pour son avenir et sa conception du travail.

C'est pourquoi il est fondamental que nous travaillions ensemble en faveur d'une mondialisation juste. Une mondialisation équitable. C'est pourquoi nous devons profiter de cette ressource vitale que représente pour nous l'OIT.

Nous devons aborder les quatre piliers de l'Agenda du travail décent, à savoir la création d'emplois, en premier lieu et avant tout; mais aussi la garantie qu'il y ait des droits associés à ce travail, que la protection sociale soit étendue et élargie et que les possibilités de dialogue et de résolution des différends soient accessibles à tous.

Dans le Golfe, un certain nombre de problèmes concernant nos marchés du travail doivent être réglés. Nous devons commencer dès à présent. Tout d'abord en reconnaissant nous-mêmes ces problèmes si nous souhaitons véritablement devenir une force économique et mondiale unifiée.

Cela est déjà à notre portée. Nous utilisons des ressources provenant de nos matières premières de façon plus stratégique et durable qu'auparavant. Nous nous diversifions. Nous construisons. Nous innovons.

Le présent doit être un tremplin capable de nous permettre de prendre des décisions et de mettre en place des mesures concrètes. Il ne s'agit pas simplement de se dire que notre présence ici manifeste un engagement en faveur d'un avenir plus juste et plus équitable. Cela ne suffit pas.

Je pense que si nous souhaitons véritablement nous renforcer de manière durable, nous devons aborder trois questions fondamentales relatives à nos actuels besoins en matière de travail. Ces questions risquent de nuire à notre progrès, mais ce sont des questions sur lesquelles Bahreïn s'est engagé et qui ont déjà commencé à porter leurs fruits.

Premièrement, nous devons aborder la réalité d'une démographie changeante qui voit de plus en plus de jeunes arriver sur le marché du travail.

Deuxièmement, comme je l'ai évoqué précédemment, nous devons répondre à notre besoin de recourir à une main-d'œuvre de plus en plus internationale.

Troisièmement, nous devons nous engager à créer un environnement qui offre des possibilités de succès pour tous. Nous devons offrir à nos jeunes non seulement un accès à l'éducation et à l'inclusion économique, mais nous devons également leur donner la possibilité de se développer et de devenir ce qu'ils souhaitent en fonction de leurs compétences, de leurs efforts et de leur détermination.

En nous engageant aujourd'hui à créer une plateforme partagée pour renforcer le dialogue social et aborder ces trois questions fondamentales, nous allons pouvoir commencer à mettre en place des solutions concrètes. Ces solutions seront soutenues par les travailleurs, mais aussi par ceux qui sont à la recherche d'un emploi, ainsi que par les parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de l'éducation, des syndicats et des ONG.

A Bahreïn, comme je l'ai déjà dit, nous innovons considérablement. Je pense que nos initiatives en la matière méritent d'être reconnues et peuvent servir de modèle aux initiatives intergouvernementales régionales.

Nous avons mis en place un programme très complet et détaillé de réformes économiques qui

s'intéresse à la réforme du marché du travail et à la réforme de l'éducation de manière globale. Ce programme reconnaît que notre système éducatif doit répondre aux ambitions économiques et aux aspirations de notre pays. Il cherche à combler les lacunes en matière de compétences rencontrées sur le marché du travail aujourd'hui mais également à l'avenir. Cette démarche va au-delà des simples besoins de nos propres citoyens. Elle englobe l'ensemble du marché du travail et des travailleurs d'où qu'ils viennent. Cette démarche à la fois réaliste et novatrice permettra à notre économie et à nos talents de s'épanouir et de se développer.

Nous avons créé deux nouveaux organismes publics qui permettront à notre force de travail nationale d'être de plus en plus attrayante pour le secteur industriel et qui contribueront à faire émerger une nouvelle génération nationale d'entrepreneurs. Un fonds du travail a été mis en place pour favoriser la productivité des entreprises du secteur privé et, ainsi, la croissance économique du pays. Par ailleurs, ce fonds élabore et met en œuvre des programmes de formation et de recyclage avec des partenaires dans les entreprises privées et les universités. Cette formation est axée sur la mise en valeur des compétences nécessaires pour s'imposer dans le monde du travail actuel et dans un certain nombre de secteurs industriels de croissance.

Le fonds pour le travail entend combler les lacunes non seulement du marché du travail actuel, mais également du marché du travail futur. Il est donc axé sur la productivité, sur la créativité ainsi que sur l'innovation et sur les qualifications qui vont nous permettre de réaliser les rêves que nous caressons en tant que nation.

Le partenaire du fonds du travail est une autorité réglementaire du marché du travail. C'est un organe interministériel chargé de formuler la meilleure démarche pour ce qui est de la structure du marché du travail national. Il crée un système qui permet un accès libre et équitable à l'emploi aux travailleurs – qu'ils soient étrangers ou ressortissants nationaux –, et cela sans différence de coût pour l'employeur. Il permet également aux employeurs de se concentrer sur la productivité tout en garantissant aux travailleurs un accès au travail décent, la liberté de circulation et un environnement qui soit à la fois sûr et digne. En même temps, nous supprimons la législation contradictoire des quotas pour les travailleurs de Bahreïn ainsi que celle qui freine la croissance du secteur privé et traite avec condescendance la population qu'elle était censée soutenir au départ.

Avec l'aide de l'OIT, nous avons lancé un programme de protection par l'assurance chômage. Nous mettons en place un programme d'emploi qui permet de rapprocher ceux qui ont des compétences et les employeurs qui proposent des emplois.

Nous sommes donc en train d'adapter notre système éducatif pour qu'il réponde plus étroitement aux besoins des employeurs à tous les niveaux et fasse en sorte que ce que l'on apprend dans les écoles permette aux jeunes d'acquérir les qualifications et l'expérience nécessaires pour réussir sur le marché du travail et parvenir à créer leurs propres entreprises.

Nous regardons vers l'avenir pour identifier les futures industries de croissance et développer des programmes adaptés à ces secteurs, où nous savons que nos jeunes pourront entamer des carrières à la fois gratifiantes et stimulantes.

Nous sommes en train de développer non seulement nos programmes scolaires primaires et secondaires, mais également des programmes de formation professionnelle. A cet effet, nous créons actuellement un institut polytechnique qui mettra l'accent sur l'expérience pratique pour que chacun puisse accéder sur un pied d'égalité à une éducation qui lui permette de s'assurer un bon niveau de vie.

Je voudrais également souligner que Bahreïn s'est engagé à garantir la liberté d'association et le droit des travailleurs de s'affilier à un syndicat. Nous encourageons les travailleurs et les employeurs à dialoguer dans un esprit de sincérité et d'ouverture et nous sommes confiants dans le rôle effectif que sauront jouer les syndicats pour faire en sorte que ce dialogue soit toujours fructueux.

Ce sont là quelques-unes des mesures retenues par Bahreïn pour répondre non seulement aux exigences du marché mondial, mais également aux besoins individuels les plus pressants, à savoir le droit au travail décent, le droit au travail dans la dignité, le droit à un travail qui permette à chacun de satisfaire les besoins de sa famille et de sa communauté. Je voudrais à ce stade rendre hommage à toutes les personnes qui ont investi leur temps et leur énergie dans l'amélioration du marché du travail national, qu'elles soient au gouvernement, dans le secteur privé ou dans les syndicats; ces personnes se sont efforcées de comprendre au mieux notre situation et ont élaboré des stratégies et des solutions perspicaces et clairvoyantes qui répondent aux ambitions et aux objectifs de notre peuple. Nous les en remercions.

Tout à l'heure, j'ai évoqué le problème de l'emploi, question urgente qui se pose à Bahreïn et dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient et qui découle d'une démographie en pleine mutation. Contrairement à beaucoup de pays occidentaux qui constatent une baisse de leur natalité et un vieillissement de leur population, au Moyen-Orient nous avons beaucoup de jeunes. Dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, par exemple, près de 20 pour cent de la population, c'est-à-dire une personne sur cinq, sont âgés de 15 à 24 ans. Cela signifie que nous disposons d'une ressource formidable et largement sous-exploitée de jeunes pleins d'enthousiasme, de jeunes pleins de vitalité, de citoyens mondialisés qui sont prêts à tout miser sur la technologie et à jouer leur rôle dans un avenir où l'économie est fondée sur le savoir. C'est un grand avantage pour nous, mais il nous faut l'exploiter.

Comme l'OIT l'a dit, la pauvreté, où qu'elle soit, est une menace pour la prospérité, partout, et une jeunesse pauvre et en colère est peut-être le plus grand danger qui nous guette. Nous devons faire en sorte que nos jeunes ne se trouvent pas privés de leurs droits. Le chômage et, plus important encore, le sous-emploi sont capables de provoquer de gros dégâts au niveau individuel et au niveau de la société. Comme nous l'avons déjà reconnu, les problèmes d'emploi n'ont pas uniquement des répercussions sur un seul ménage ou sur un seul village, ils suscitent un malaise et un mécontentement qui, si l'on n'y prend garde, se propageront comme une épidémie et ravageront les fondements mêmes de notre civilisation.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour évoquer une question qui a une importance fondamentale pour nous tous. Nous ne devons pas oublier les efforts et les besoins de nos camarades qui travaillent en Palestine. Ce sont des travailleurs,

qui luttent dans la décence et la dignité contre la vague qui risque de les emporter à n'importe quel moment.

Nous lançons un appel pour mettre fin à l'occupation illégale par Israël des territoires palestiniens par le biais d'un dialogue mutuellement consenti entre les deux Etats. Nous demandons également que l'on améliore les conditions économiques qui ont entraîné une augmentation du chômage qui a atteint le niveau inacceptable de 60 pour cent. Cette mesure est nécessaire pour redonner espoir à la population.

Maintenant, pour ce qui est des solutions, je lance un appel au secteur privé et au secteur public pour qu'ils travaillent ensemble, investissent ensemble et trouvent de nouveaux moyens pour parvenir à la prospérité qui conduira «de facto» à la paix. Je suis convaincu que le mécontentement, la discorde et l'hostilité dans le monde peuvent diminuer si l'on améliore la situation économique des gens et si l'on permet à ces derniers de retrouver la dignité. Et c'est la raison pour laquelle ici aujourd'hui je lance un appel à nos voisins, à nos partenaires, au Conseil de coopération du Golfe et à nos voisins en Asie.

Je leur demande de nous rejoindre, je demande aux chefs d'Etat d'accepter notre invitation à venir à Bahreïn pour le premier Sommet interrégional du dialogue social sur les questions relatives au travail. Il s'agira de réunir les pays d'origine et d'accueil pour la première fois à ce niveau-là, pour discuter dans un esprit d'ouverture et de sincérité des impacts réels de la mondialisation sur chacun de nos pays. Et je lance également un appel pour que tous participent au-delà des gouvernements, car il faut que s'instaure un véritable dialogue social, un véritable débat, si nous souhaitons créer des agendas du travail décent intégrés et redonner toute sa place à la dignité. Rejoignez-nous et ensemble nous pourrons construire une structure de dialogue social tripartite où travailleurs, employeurs et gouvernements se rencontreront, parleront et travailleront ensemble, pour le bien-être de toutes nos populations.

Pour terminer, je voudrais dire que je comprends que nous sommes confrontés à une réalité difficile. Il n'y a pas de réponses et de solutions simples, mais ce sont les peuples de nos différentes nations qui nous ont demandé de construire des sociétés qui leur permettront de s'épanouir dans la vie et d'accéder à la décence et la dignité.

Nous ne sommes pas des créatures passives, à la merci de l'économie mondiale, nous sommes les peuples qui façonnons cette économie et, si nous choisissons de la façonner uniquement pour le court terme, si nous choisissons de travailler de manière isolée, nous risquons de créer un avenir qui nous décevra.

Aujourd'hui, l'OIT nous a fourni une tribune que nous pouvons choisir d'utiliser ou pas pour forger un avenir meilleur pour nous tous, un avenir meilleur pour tous nos travailleurs et tous nos citoyens, afin qu'ils puissent vivre et travailler de manière décente et digne. Faisons cet effort ensemble. Ne laissons pas passer cette chance.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Sire, nous vous remercions pour ces paroles que vous avez prononcées et qui montrent que votre pays est un ami de l'OIT. L'Organisation a été d'ailleurs très sensible à la contribution très active que votre gouvernement a apportée à ses activités.

Le Royaume de Bahreïn compte parmi les Etats du Golfe qui nous montrent la voie à suivre en incluant des éléments sociaux dans leurs programmes de développement. Le système de soins de santé exemplaire dont le pays est doté, l'octroi d'indemnités en cas d'accident du travail et le système d'éducation nationale, le plus ancien dans la péninsule arabique, font de Bahreïn l'un des pays de la région les plus orientés vers l'avenir. La vaste réforme récente du marché du travail, engagée dans votre pays, ne fait que confirmer ce désir de progresser dans les domaines social et économique.

Je ne peux pas terminer sans mentionner votre influence, Majesté, dans les zones de votre région en proie à des troubles. Le rapport du Directeur général sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés nous montre, encore une fois, une situation bien sombre. Votre voix, Sire, qui est celle de la raison et de la paix, résonne dans la région et au-delà, et, grâce à votre persévérance, la raison l'emportera et la paix sera instaurée.

Au nom du bureau de la Conférence et au nom de tous les participants, je voudrais vous dire notre très profonde gratitude pour les paroles que vous avez prononcées devant la 96^e session de la Conférence internationale du Travail.

(La séance est levée à 13 heures.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Huitième séance (spéciale)

Allocution de Son Altesse Shaikh Salman bin Hamad Al-Khalifa, Prince héritier du Royaume de Bahreïn	1
--	---

Orateurs: Le Président, le Secrétaire général, Son Altesse Shaikh Salman bin Hamad Al-Khalifa